

## CHINE CONTINENTALE

**Foire aux importations de Shanghai** : discours d'ouverture de Xi Jinping

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Conjoncture** : les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier, signalant la poursuite du ralentissement en octobre

**Activité économique** : les indicateurs de la production industrielle, de l'investissement et de la consommation confirment la poursuite du ralentissement au T3

**ECONOMIE GENERALE** ([ici](#))

**Politiques économiques** : le Politburo reconnaît que la Chine fait face à « une augmentation des pressions baissières » et réaffirme le soutien à l'économie réelle par le biais d'un policy-mix adapté et de mesure ciblées ; les réformes d'assainissement du secteur financier et de « désendettement » ne sont pas mentionnées

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Politique monétaire** : la PBoC publie son rapport sur la stabilité financière en 2018 ; la PBoC avertit contre les risques liés à l'endettement des gouvernements locaux ainsi qu'à l'endettement des ménages et garantit la poursuite de réformes financières « plus profondes et exhaustives »

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Foire aux importations de Shanghai** : messages communs de l'Union européenne et tribune des ambassadeurs franco-allemands

**Relations US-Chine** : rencontre en vue entre les présidents Xi Jinping et Donald Trump en marge du Sommet du G20 à Buenos Aires

**Relations US-Chine** : restrictions aux exportations à l'encontre du fabricant chinois de semi-conducteurs Jinhua

**Guerre commerciale** : deux économistes chinois s'interrogent sur la responsabilité du « modèle chinois » dans la guerre commerciale actuelle

**Relations Chine-Japon** : visite de Shinzo Abe à Pékin

**Défense commerciale** : levée des mesures antidumping chinoises sur certains composants européens utilisés pour la fabrication de panneaux solaires

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Guerre commerciale** : publication d'une enquête d'AmCham South China évaluant l'impact de la guerre commerciale sur ses membres

**Climat des affaires** : communiqué de la NDRC sur le traitement équitable des entreprises chinoises et étrangères

**Entreprises** : l'environnement des affaires s'améliore en Chine selon le rapport « Doing Business 2019 » de la Banque mondiale

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Cosmétiques** : l'Oréal et l'Occitane enregistrent de belles performances financières au premier semestre 2018 en raison d'une forte demande des consommateurs chinois

**Economie numérique** : des rumeurs dans la presse chinoise annoncent la faillite d'Ofo

**Industrie lourde** : regain des secteurs du fer et de l'acier au premier semestre 2018

**Automobile** : Ford s'allie à Baidu dans les voitures autonomes

**Automobile** : les équipementiers chinois continuent de voir leurs chiffres d'affaires augmenter et s'imposent graduellement sur le marché international (Roland Berger)

**TIC** : le fabricant de smartphones chinois OnePlus part à la conquête du marché américain

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Développement durable** : lancement réussi du satellite franco-chinois CFOSat

**Energie** : les éco-matériaux au service de la transition énergétique chinoise

**Transports** : le conseil d'Etat publie de nouvelles lignes directrices pour encadrer les projets d'infrastructure

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Economie** : Hong Kong se classe 4ème de l'enquête annuelle « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale

**Politique monétaire** : L'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) suspend le système de paiement en temps réel en raison de fraudes



## TRANSVERSAL

### Foire aux importations de Shanghai : discours d'ouverture de Xi Jinping

Le Président chinois Xi Jinping a prononcé, lundi 5 novembre, le discours d'ouverture de la Foire aux importations de Shanghai (*China International Import Expo*). Devant un parterre de représentants étrangers (172 pays, régions et organisations internationales participantes ; 3600 entreprises exposantes) et chinois, M. Xi s'est de nouveau fermement prononcé contre le protectionnisme et l'unilatéralisme. Dénonçant les politiques de « gros poissons » et de « *winner takes it all* », il a appelé tous les pays à accroître leurs efforts pour améliorer leur environnement des affaires au lieu de « critiquer les autres sans aucune forme d'introspection ». Le Président chinois a également mis en exergue le thème de « l'innovation », soulignant que la communauté internationale appelle « unanimement » à ce que les bienfaits de l'innovation soient partagés, notamment dans les secteurs du numérique, de l'intelligence artificielle et des nanotechnologies. Défendant une gouvernance économique « plus équitable et rationnelle », il a appelé le G20, le Forum de coopération pour l'Asie-Pacifique (APEC), l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS à y prendre leur part. Xi Jinping a aussi appelé à une accélération des négociations de l'Accord pour les investissements UE-Chine et des négociations commerciales trilatérales Chine-Japon-Corée du Sud. Contrairement au Forum de Bo'ao en avril dernier (voir brèves du 9 avril), le Président chinois n'a pas assorti son discours d'annonces d'ouvertures concrètes. S'agissant des questions de propriété intellectuelle, il a répété la détermination de la Chine à « sanctionner avec fermeté toutes les infractions aux droits de propriété intellectuelle ». Seule nouveauté apparente : l'annonce, sans précision supplémentaire à ce stade, d'une levée partielle des plafonds de participation pour les investisseurs étrangers dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans un contexte de ralentissement économique et de guerre commerciale, Xi a conclu son discours par une métaphore teintée d'optimisme : « l'économie chinoise est une grande mer, pas un petit étang. Les tempêtes ne peuvent pas détruire une mer ».

[Lire les « highlights » du discours](#)

[Regarder le discours](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## CONJONCTURE

### **Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier, signalant la poursuite du ralentissement en octobre**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 50,1 en octobre, contre 50 en septembre. L'indice PMI officiel, au plus bas depuis février, s'affiche à 50,2 contre 50,8 en septembre.

Tous les sous-indices de l'indice officiel chutent en octobre, soit la production, les nouvelles commandes, les stocks, l'emploi et les délais de livraison des fournisseurs. L'indice officiel affiche néanmoins une contraction plus marquée pour les nouvelles commandes, au plus bas depuis septembre 2016, à 50,8 en octobre (contre 52 en septembre). Le sous-indice des commandes à l'exportation se contracte à 46,9 (contre 48 en septembre) au plus bas depuis janvier 2016, reflétant une demande extérieure moindre et la montée des inquiétudes dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

En outre, le PMI officiel non manufacturier s'affiche à 53,9 en octobre contre 54,9 en septembre, largement tiré par la baisse du sous-indice des services à 52,1 contre 53,4 en septembre. Le sous-indice de la construction, à 63,9, est quant à lui au plus haut depuis le début de l'année, en raison de l'accélération des dépenses en infrastructure.

### **Activité économique : les indicateurs de la production industrielle, de l'investissement et de la consommation confirment la poursuite du ralentissement au T3**

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +5,8% en septembre contre +6,1% en août et est au plus bas depuis février 2016 (g.a). Ce ralentissement de la production industrielle est largement le fait d'une baisse de la croissance dans le secteur manufacturier (à +5,7% en g.a. en septembre contre +6,1% en août).

L'investissement brut en capital fixe, ne prenant pas en compte les rural households, s'établit à +5,4% en septembre en cumul annuel (et en g.a.) contre +5,3% en août, alors à son plus bas historique. Cette dynamique s'explique par un ralentissement des investissements en infrastructures (+3,3% pour les 9 premiers mois de l'année en glissement annuel), soit le niveau de croissance le plus faible depuis le début de la série en avril 2014.

Enfin, la croissance des ventes au détail (en volume) poursuit le ralentissement initié au T2. Elle a été de +6,4% en glissement annuel en octobre, au plus bas depuis le début de la série en 2011, contre 6,6% en septembre et contre +7% à la fin du T2. Ce ralentissement est notamment tiré par le freinage marqué de la croissance des ventes automobiles. Les dépenses de consommation, agrégat plus large qui inclut également les dépenses en logement et les services, fléchissent également au T3, à 6,3% entre janvier et septembre (et g.a.) contre 6,7% à la fin du T2.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE GENERALE

**Politiques économiques : le Politburo reconnaît que la Chine fait face à « une augmentation des pressions baissières » et réaffirme le soutien à l'économie réelle par le biais d'un policy-mix adapté et de mesures ciblées ; les réformes d'assainissement du secteur financier et de « désendettement » ne sont pas mentionnées**

Le Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (Politburo) a tenu le 31 octobre 2018 sa troisième réunion trimestrielle (avec les 25 plus hauts dirigeants du pays) afin de définir les priorités économiques et sociales. Le Bureau politique reconnaît que la Chine fait face à une « augmentation des pressions baissières » dans un contexte d'accumulation des risques. Les difficultés opérationnelles de certaines entreprises chinoises sont aussi soulignées. Contrairement à la déclaration qui a suivi la réunion du 31 juillet, les réformes en termes d'assainissement du secteur financier et de « désendettement » ne sont pas mentionnées, quand le soutien au secteur privé a été accentué.

Dans le détail, les autorités continueront de poursuivre une politique budgétaire plus proactive et une politique monétaire neutre. Par ailleurs, le Politburo précise que les effets de certaines politiques domestiques ne se sont pas encore fait sentir. Les autorités réitèrent leur volonté de poursuivre les réformes structurelles du côté de l'offre, les réformes d'ouverture et d'utiliser « des mesures ciblées afin de résoudre les contradictions majeures ». La stabilité reste le principal mot d'ordre, en particulier en termes d'emploi, mais aussi « de finance, de commerce extérieur et d'investissement » compte tenu de « l'environnement extérieur changeant ».

Les autorités s'engagent aussi à « résoudre les problèmes rencontrés par les entreprises privées ». Celles-ci souffrent notamment d'un accès au financement plus restreint, les banques étant plus réticentes à prêter aux MPME suite à la campagne de resserrement réglementaire qui a poussé en effet les banques à assainir leur bilan (elles préfèrent continuer à financer des SOE très endettées et peu productives mais bénéficiant d'une garantie implicite de l'Etat).

Dans un contexte de réduction de l'excédent courant — la Chine a connu son premier déficit du compte courant au S1 — les autorités ont aussi affirmé leur volonté de promouvoir les investissements étrangers.

Contrairement à la déclaration qui a suivi la réunion du 31 juillet, ni les réformes en termes d'assainissement du secteur financier et de « désendettement » ni la lutte contre les trois batailles n'ont été mentionnées (i.e. risques financiers, pollution et pauvreté). Cela confirme que, même si la PBoC, dans son dernier rapport sur la stabilité financière publié le 2 novembre, garantit la poursuite ces réformes (cf brève ci-dessous), l'impulsion politique en faveur du désendettement est moindre. Pour rappel, le taux de croissance de la Chine a été de 6,5 % au T3, au plus bas depuis fin 2016, alors même que les répercussions des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis ne se faisaient pas encore pleinement ressentir.

Pour mémoire, le Politburo (19ème) est constitué par un groupe de 25 personnes élues par le Comité central du PCC pour diriger le Parti communiste chinois (PCC), avec XI Jinping comme secrétaire général. Il tient une réunion trimestrielle (avril, juillet, octobre et décembre) de haut niveau pour « analyser et étudier la conjoncture et les tâches économiques actuelles ». En son sein sont choisis les membres du comité permanent, la plus haute instance du PCC, composé depuis octobre 2018 de XI Jinping, LI Keqiang, LI Zhanshu, WANG Yang, WANG Huning, ZHAO Leji et HAN Zheng.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

**Politique monétaire : la PBoC publie son rapport sur la stabilité financière en 2018 ; la PBoC avertit contre les risques liés à l'endettement des gouvernements locaux ainsi qu'à l'endettement des ménages et garantit la poursuite de réformes financières « plus profondes et exhaustives »**

Dans son Rapport de stabilité financière 2018, publié le 2 novembre, la PBoC évalue la solidité du système financier chinois depuis 2017 et souligne les risques liés à l'endettement massif des gouvernements locaux ainsi qu'à l'endettement croissant des ménages. Elle avertit ainsi contre l'émergence de risques financiers qualifiés de « grey rhinos », soit des événements hautement probables (par opposition aux black swans), avec un impact sur l'ensemble du système, qui n'auraient pas été traités malgré les signes avant-coureurs.

Si la PBoC confirme que les politiques budgétaire et monétaire seront davantage proactives, flexibles et coordonnées afin de soutenir l'économie réelle, elle réaffirme néanmoins, contrairement au Politburo, sa volonté de poursuivre les réformes de désendettement et d'assainissement du secteur financier. Cependant, l'arbitrage entre poursuite de ces réformes et stimulus budgétaire sera tributaire de l'évolution des indicateurs d'emploi, qui demeurent stables pour le moment.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Foire aux importations de Shanghai : messages communs de l'Union européenne et tribune des ambassadeurs franco-allemands

En amont du Forum politique de la Foire aux importations de Shanghai, un document exprimant les « attentes européennes » vis-à-vis de cet évènement a été publié sur le site de la délégation de l'Union européenne et de plusieurs Etats-membres. Le document commence par rappeler la dimension fortement politique de l'évènement, tel que l'a souhaité Xi Jinping, pour qui la Foire constitue « une initiative politique majeure et un engagement de la Chine, dicté par elle-même, à ouvrir son marché ». Tout en jugeant bienvenues certaines initiatives chinoises récentes, le document européen estime que « le succès de la Foire se mesurera à l'aune de la capacité de la Chine à proposer des mesures opportunes, concrètes et systémiques [...] qui répondent à des inquiétudes de longue date en matière de commerce et d'investissement », et appelle celles-ci à être assorties d'un calendrier de mise en œuvre. Ces messages européens se sont doublés d'une tribune conjointe des ambassadeurs français et allemand, publiée sur le site du média économique chinois *Caixin*.

[Lire les messages communs européens](#)

[Lire l'éditorial franco-allemand](#)

### Relations US-Chine : rencontre en vue entre les présidents Xi Jinping et Donald Trump en marge du Sommet du G20 à Buenos Aires

Les Présidents chinois, Xi Jinping, et américain, Donald Trump, se sont entretenus par téléphone, jeudi 1<sup>er</sup> novembre, sur plusieurs sujets bilatéraux, dont les questions commerciales – un échange organisé selon l'agence officielle chinoise *Xinhua* « à l'invitation de Donald Trump ». Les deux chefs d'Etat auraient exprimé le souhait de se rencontrer en marge du prochain Sommet du G20, organisé à Buenos-Aires les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Donald Trump a qualifié, sur Twitter, sa discussion avec Xi Jinping de « longue et très bonne », et son conseiller économique Larry Kudlow a évoqué une « détente » dans les relations sino-américaines. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a confirmé que la partie chinoise avait, elle aussi, jugé la conversation « bonne ». Selon *Xinhua*, Xi Jinping a rappelé que la Chine ne voulait pas d'une guerre commerciale et aurait appelé les « équipes économiques des deux pays à augmenter leurs contacts et à conduire des consultations [...] ce afin d'obtenir un accord acceptable pour les deux parties ». Quelques heures plus tard, Donald Trump faisait part de sa confiance (« *we're getting much closer to doing something* »), même si M. Kudlow a rapidement précisé que Chinois et Américains n'étaient pas « sur le point de conclure un accord ». Plus tôt dans la semaine, *Bloomberg* annonçait que les États-Unis pourraient imposer de nouveaux tarifs sur 257 Mds USD d'importations chinoises (couvrant ainsi, *in fine*, toutes les importations chinoises dirigées vers les USA) si la rencontre entre Xi et Trump n'aboutissait sur aucun accord. Dans un tel cas de figure, ces nouveaux tarifs – du fait des délais prévus par le droit américain - pourraient entrer en vigueur début 2019, potentiellement autour du Nouvel an chinois.

[Lire la dépêche de Xinhua](#)

## Relations US-Chine : restrictions aux exportations à l'encontre du fabricant chinois de semi-conducteurs Jinhua

Le département du Commerce américain (DoC) a annoncé, lundi 29 octobre, avoir ajouté le fabricant chinois de semi-conducteurs Fujian Jinhua Integrated Circuit à la « liste des entités » (*Entity List*) soumises au dispositif américain de contrôle des exportations. Selon la communication officielle du DoC, Jinhua « présente un risque significatif de s'engager dans des activités contraires aux intérêts de sécurité nationale des États-Unis ». Du fait de cette décision, les entreprises américaines devront désormais solliciter une licence auprès du DoC pour exporter, réexporter ou transférer des biens ou des technologies à Jinhua. Pour rappel, initialement cantonnée aux entités potentiellement impliquées dans la fabrication d'armes de destructions massives, l'*Entity list* s'est progressivement élargie et couvre désormais « les activités contraires à la sécurité nationale ou aux intérêts de politique étrangère des États-Unis ». Les autorités chinoises ont rapidement fustigé la décision américaine : le ministère du Commerce (MofCom), dans un communiqué, a dit « s'opposer à la généralisation du recours au concept de sécurité nationale, à l'usage abusif des mesures de contrôle des exportations, et à la prise de mesures unilatérales qui interfèrent avec les activités normales des entreprises ». Le ministère des Affaires étrangères a appelé les États-Unis à « offrir un environnement d'investissement solide aux entreprises chinoises ». Pour rappel, les autorités chinoises, y compris le président Xi Jinping, réitèrent régulièrement depuis quelques semaines leur appel à « l'autosuffisance technologique » ([voir brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> octobre](#)). La décision du DoC intervient alors que Jinhua est en passe d'ouvrir une usine de production de puces de mémoire vive dans le Fujian (fruit d'un investissement de 5,7 Mds USD), technologie que le DoC accuse Jinhua d'avoir acquise par des moyens illicites. Jeudi 1<sup>er</sup> novembre, le ministre américain de la Justice, Jeff Sessions, annonçait justement l'inculpation de Jinhua, accusée de vol de secrets commerciaux auprès de l'américain Micron.

[Lire le communiqué du DoC](#)

## Guerre commerciale : deux économistes chinois s'interrogent sur la responsabilité du « modèle chinois » dans la guerre commerciale actuelle

Deux économistes chinois réputés se sont récemment, et de manière non-concertée, fendus de commentaires critiques sur la responsabilité des promoteurs du « modèle chinois » dans le déclenchement de la guerre commerciale actuelle. M. Zhang Weiyang, professeur à l'Université de Pékin, a décrit dans un récent discours une opposition parmi les intellectuels chinois entre les tenants de la « théorie du modèle chinois » et les partisans d'une approche plus universaliste - deux courants offrant une explication concurrente des récents succès économiques de la Chine. Pour le Pr. Zhang, les défenseurs de la « théorie du modèle chinois » (qui attribuent l'émergence de la Chine à l'existence d'un État fort, à entreprises d'état puissantes et à une politique industrielle clairvoyante) mettent en danger le développement futur de la Chine en provoquant la « panique » dans le « monde occidental ». Selon lui, « aux yeux des Occidentaux, le soi-disant 'modèle chinois' est un capitalisme d'état, qui est incompatible avec la notion d'échanges équitables ». Sur une tonalité similaire, le Professeur Sheng Hong, Directeur du *Unirule Institute of Economics* – un think tank « libéral » - a estimé dans un article publié sur le site chinois du *Financial Times* que « l'ouverture et la réforme » chinoise avaient prémuni la Chine du risque d'entrer en conflit idéologique avec l'Occident. A l'inverse, en écho à la situation actuelle, M. Sheng juge qu'« il ne peut pas y avoir de coopération sino-américaine sans 'réforme et ouverture' de la part de la Chine ».

[Lire l'article du Professeur Sheng Hong](#)



## Relations Chine-Japon : visite de Shinzo Abe à Pékin

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a conclu, samedi 27 octobre, une visite de trois jours à Pékin, pour ce qui était le premier déplacement officiel d'un chef de gouvernement japonais en Chine depuis 7 ans. Selon l'agence officielle *Xinhua*, le Président chinois Xi Jinping a notamment proposé à M. Abe d'œuvrer conjointement à « la promotion de l'intégration économique régionale, à la sauvegarde du multilatéralisme et au soutien au libre-échange ». Le ministre du Commerce chinois, Zhong Shan, et son homologue japonais Hiroshige Seko ont répété leur but de conclure les négociations de l'accord commercial régional RCEP d'ici la fin de l'année ([voir brèves du 22 octobre](#)). Alors que M. Abe était accompagné d'une délégation d'un millier de représentants d'entreprises, le *South China Morning Post* rapporte qu'environ 500 contrats commerciaux ont été conclus, d'une valeur totale d'environ 2,6 Mds USD. L'un des volets importants de la visite concernait la coopération en pays tiers : les entreprises des deux pays ont signé 52 accords de coopération dans divers secteurs, notamment l'énergie, les infrastructures, la logistique ou la finance. Les banques centrales chinoise et japonaise, enfin, ont conclu un accord de swap permettant aux deux parties d'effectuer des échanges mutuels jusqu'à 30 Mds USD.

## Défense commerciale : levée des mesures antidumping chinoises sur certains composants européens utilisés pour la fabrication de panneaux solaires

Le ministère du Commerce (Mofcom) a annoncé, mercredi 30 octobre, la levée des mesures anti-dumping et antisubventions chinoises sur certains composants, en provenance de l'UE, utilisés dans la fabrication de panneaux solaires (*solar-grade polysilicon*). Ces droits avaient été mis en place en mai 2014 et avaient fait l'objet d'un renouvellement de 18 mois en mai 2017. Pour rappel, les mesures anti-dumping et antisubventions européennes imposées à l'encontre des importations de produits photovoltaïques chinois ont expiré le 3 septembre dernier ([voir brèves du 27 août](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*





## CLIMAT DES AFFAIRES

### **Guerre commerciale : publication d'une enquête d'AmCham South China évaluant l'impact de la guerre commerciale sur ses membres**

La Chambre de commerce américaine en Chine du sud (AmCham South China) a publié, lundi 29 octobre, le résultat d'une enquête réalisée auprès de 219 entreprises membres (une moitié d'entreprises américaines ; un tiers d'entreprises chinoises. Y a-t-il ) portant sur l'impact de la guerre commerciale sur leurs activités. L'étude a été conduite entre le 21 septembre et le 10 octobre, soit pour l'essentiel après l'imposition de tarifs américains sur 250 Mds USD d'importations chinoises et l'introduction de tarifs chinois sur 110 Mds USD d'importations américaines ([voir brèves du 17 septembre 2018](#)). Il ressort du rapport de la Chambre qu'une majorité des entreprises interrogées ressentent l'impact de la guerre commerciale : 60% d'entre elles disent être impactées par les tarifs américains et 52% par les tarifs chinois (environ 20% de non-réponses dans les deux cas). De manière générale, les entreprises américaines interrogées sont plus enclines que les entreprises chinoises à estimer que l'impact est important. Au-delà de l'impact direct des tarifs, de nombreuses entreprises disent être victimes d'une augmentation des barrières non-tarifaires, en Chine ou aux Etats-Unis : 44% décrivent un ralentissement des procédures douanières, 38% un accroissement des inspections, 38% un ralentissement des procédures d'approbation de licences. A plus long terme, 64% des entreprises interrogées disent envisager de relocaliser tout ou partie de leur production hors de Chine - de préférence au profit de l'Asie du Sud-Est – et 72% considèrent la possibilité d' « ajuster » leur chaîne d'approvisionnement ou d'assemblage en délocalisant une partie des activités hors de Chine. Enfin, l'étude laisse transparaître un certain pessimisme quant aux perspectives d'apaisement des relations sino-américaines : seules 9% des entreprises croient à une résolution des tensions dans les six mois.

[Lire le rapport d'AmCham South China](#)

### **Climat des affaires : communiqué de la NDRC sur le traitement équitable des entreprises chinoises et étrangères**

Les autorités chinoises, à travers un communiqué publié par la Commission nationale pour le développement et la réforme, ont répété leur engagement à traiter les entreprises chinoises et les entreprises étrangères sur une base équitable, sans davantage de précisions. Ce communiqué fait suite à une réunion organisée par le « groupe de travail sur l'amélioration du climat des affaires », placé sous l'égide du Conseil des Affaires d'État. Les travaux - orientés autour des questions d'accès au marché, de droits de propriété, d'accès aux financements, et de transparence des politiques – se sont déroulés en présence de représentants de la communauté d'affaires étrangère (AmCham, Chambre de commerce de l'Union européenne, Chambre de commerce japonaise, etc.)

### **Entreprises : l'environnement des affaires s'améliore en Chine selon le rapport «Doing Business 2019» de la Banque mondiale**

Selon le 16ème rapport annuel "Doing Business 2019" publié par la Banque mondiale le 31 octobre, la Chine se hisse à la 46ème place (contre la 78ème l'année dernière) du classement « facilité de faire des affaires ». Elle fait ainsi partie des trois pays ayant le plus progressé, au côté de l'Afghanistan et de Djibouti. Le rapport note les bonnes pratiques de la Chine dans les domaines de la création d'entreprise



(28ème place), de transfert de propriété (27ème place) et d'exécution des contrats (6ème place). La Banque mondiale souligne « le programme de réformes impressionnant des autorités », axé autour de l'amélioration de l'efficacité des business processes, notamment dans les domaines de la création d'entreprise, d'obtention d'un permis de construire, de raccordement à l'électricité, de transfert de propriété, de protection des investisseurs minoritaires, de paiement des taxes et impôts et de commerce transfrontalier (soit 7 des 10 indicateurs principaux).

Dans le détail, selon la Banque mondiale, la Chine a amélioré les procédures en ligne pour pouvoir créer une entreprise. Dans la catégorie « obtention d'un permis de construire », la Chine a réduit les délais nécessaires pour traiter les demande, simplifié les procédures pour les demandes, adopté des nouvelles régulations pour les nouveaux bâtiments, amélioré la transparence des processus, réduit les coûts, et amélioré les services en ligne. Concernant l'accès à l'électricité, la Banque mondiale observe notamment une baisse des coûts de raccordement et une simplification des procédures d'autorisation. En outre, la Chine a introduit des réformes pour réduire les délais pour l'enregistrement de propriétés. Du côté de la protection des actionnaires minoritaires, la Chine aurait accru le rôle de ceux-ci dans la gestion des entreprises, qui devraient aussi bénéficier d'un meilleur accès à l'information. Pour le paiement des taxes et des impôts, la Banque mondiale souligne plusieurs baisses d'impôts ainsi que la simplification des procédures permettant de les payer. Finalement, concernant le commerce transfrontalier, la Chine aurait renforcé les infrastructures transfrontalières permettant d'importer et d'exporter et amélioré les services des administrations douanières.

La Chine se place désormais devant plusieurs pays de l'Union européenne dont l'Italie, la Roumanie et la Grèce (la France est quant à elle 32ème).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Cosmétiques : l'Oréal et l'Occitane enregistrent de belles performances financières au premier semestre 2018 en raison d'une forte demande des consommateurs chinois**

Au troisième trimestre 2018, l'Oréal a vu son chiffre d'affaires atteindre 7,34 Mds EUR, soit une croissance de 7% en glissement annuel. De son côté, l'Occitane a enregistré un chiffre d'affaires de 595 M EUR au premier semestre 2018, soit une croissance de 8,6% en glissement annuel. Alors que les économistes s'interrogent sur la résilience de la consommation en Chine dans un contexte de ralentissement de la croissance, dans les deux cas, les représentants des deux entreprises françaises ont justifié ces résultats positifs par le dynamisme de la demande chinoise. Pour L'Occitane, cela s'est traduit par une augmentation des ventes en Chine de 14% en glissement annuel au premier semestre 2018.

Selon le Bureau national des statistiques, en 2017, le marché des cosmétiques (soins pour la peau et maquillage) en Chine représentait 251 Mds RMB (32 Mds EUR; +15% par rapport à 2016). Sa taille grandissante s'explique par la montée du pouvoir d'achat des consommateurs chinois. Pour l'Oréal, la Chine est son deuxième marché après les Etats Unis. Ses perspectives de ventes pourraient continuer à s'améliorer en raison de l'évolution du cadre réglementaire chinois. En effet, jusqu'à aujourd'hui, la procédure d'homologation des cosmétiques impose que ces derniers soient testés sur des animaux. Or, l'Union Européenne interdit ce genre de pratique et de nombreuses marques françaises ont également inscrit son interdiction dans leur cahier de charges. En prenant une telle position, ces dernières se sont donc fermées l'accès au marché chinois. C'est le cas de la marque Nyx appartenant à l'Oréal. Récemment la Chine a montré une volonté de changer la situation faisant présager dans le moyen terme l'abandon des tests sur les animaux dans le cadre des procédures d'homologation des cosmétiques. Fin octobre 2018, l'Institut américain Vitro Sciences a ainsi annoncé rejoindre un groupe de travail du *China's National Institute for Food and Drug control* dédié à trouver des alternatives aux tests sur animaux.

### **Economie numérique : des rumeurs dans la presse chinoise annoncent la faillite d'Ofo**

Selon Jiemian, média en ligne appartenant au groupe Shanghai United Media Group, Ofo aurait entamé une procédure de faillite. Le journal révèle dans un article, sans pour autant préciser ses sources, que l'entreprise de vélos en libre-service et sans attache aurait vu ses dettes grimper pour atteindre aujourd'hui 6,5 Mds CNY (820 M EUR). Ofo a fermement contesté ces informations.

Pour mémoire, l'entreprise Ofo est à l'origine du concept des vélos en libre-service sans attache. Elle a été fondée par 5 étudiants de l'université de Pékin en 2014. Elle est aujourd'hui en situation de duopole avec Mobike qui a été créé un an plus tard. En raison d'une compétition intense sur le marché domestique, les deux entreprises se sont lancées à la conquête de nouveaux marchés à l'international. Selon leurs sites internet officiels, Ofo serait présent dans plus de 250 villes à travers le monde et Mobike dans 180 villes. Cependant, malgré leur développement rapide, de nombreuses questions persistent quant à la soutenabilité de leur modèle économique. En effet, il semblerait que la facturation des trajets et les cautions récoltées par les deux entreprises ne soient pas suffisantes pour couvrir les coûts engendrés par la maintenance et la production des vélos. Le rapport annuel de Meituan, maison mère de Mobike, a révélé que l'entreprise de vélo aurait perdu 15,7 M RMB (2 M EUR) par jour en avril 2019. De son côté, Ofo rencontre également d'importantes difficultés. L'entreprise est actuellement engagée dans plusieurs procédures judiciaires en raison de factures non

payés auprès de ses fournisseurs. Mi-octobre, le fondateur et PDG de l'entreprise, Dai Wei, avait renoncé à son titre de représentant légal de l'entreprise, tout en conservant le contrôle.

### **Industrie lourde : regain des secteurs du fer et de l'acier au premier semestre 2018**

Selon l'Association chinoise du fer et de l'acier, pendant les trois premiers trimestres de l'année 2018, la production de fonte, d'aciers bruts et d'acier ont respectivement augmenté de 1,19%, 6%, et 7,21%. Les 164 membres de l'association ont vu leur profit augmenter de 86% en glissement annuel, pour atteindre un total de 230 Mds RMB (29 Mds EUR). A titre d'exemple, l'entreprise Chongqing Iron&Steel a vu ses profits atteindre 1,5 Mds CNY (190 M EUR) au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, alors qu'en 2017 à la même période l'entreprise avait enregistré des pertes de l'ordre de 882 M RMB (112 M EUR).

Selon l'Institut de recherche industriel de Qianzhan, le regain du secteur du fer et de l'acier serait tiré par les secteurs manufacturier, automobile et immobilier. L'Association internationale de l'acier justifie la hausse de la demande pour l'acier par la montée des investissements dans les économies développées et le dynamisme des économies émergentes. Elle estime que d'ici fin 2018 la demande de fer et d'acier devrait atteindre 781 Mt. Pour mémoire, l'acier fait partie des secteurs officiellement reconnus comme en situation de surcapacités par les autorités chinoises. En 2017, la Chine a supprimé 50 Mt de capacités de production d'acier brut. En mars 2018, les autorités chinoises ont annoncé vouloir supprimer 30 M de capacités de production d'acier au cours de l'année 2018.

### **Automobile : Ford s'allie à Baidu dans les voitures autonomes**

Le constructeur automobile américain et le moteur de recherche internet chinois ont lancé un projet sur deux ans visant à tester des véhicules à conduite autonome sur des routes en Chine. L'expérimentation doit démarrer d'ici la fin de l'année dans les rues de Pékin et s'étendra probablement à d'autres villes. Elle devrait aboutir à la conception de véhicules disposant d'une autonomie niveau 4, soit une des phases les plus élevées d'autonomie le niveau maximum étant le niveau 5 (à ce stade le conducteur n'a plus besoin d'intervenir dans la conduite). Ford n'est pas le premier constructeur étranger à obtenir une licence pour faire des tests de voitures autonomes en Chine. En effet, BMW et Daimler possèdent déjà une licence.

Le développement des voitures autonomes et connectées est perçu comme stratégique pour les constructeurs automobiles, qui n'hésitent pas à s'associer à des acteurs du numérique afin de bénéficier de leur expertise en matière d'intelligence artificielle (IA). A titre d'exemple, en décembre 2018, PSA et Huawei se sont associés pour développer une plateforme destinée à sécuriser les données des voitures connectées de PSA. De son côté, Ford est un membre fondateur du comité Apollo, la plateforme open source initiée par Baidu dans le domaine des véhicules autonomes. Elle regroupe 130 participants dont Microsoft. Afin de devenir un leader en matière d'IA d'ici 2030, tel qu'elle l'a défini dans sa stratégie nationale pour le développement de l'IA en 2017, la Chine crée un environnement propice au développement des technologies utilisant l'intelligence artificielle. En octobre 2017, le Ministère chinois des sciences et technologies (MOST) a également créé une « équipe nationale » composée des principaux leaders technologiques locaux, chacun chargé de développer l'intelligence artificielle dans un secteur prioritaire (les voitures autonomes pour Baidu ; la santé pour Tencent etc.).

Dans le courant de cette semaine, la ville de Shanghai a attribué pour la première fois deux licences pour des tests de camions autonomes ; les deux entreprises concernées sont des entreprises chinoises : TuSimple (avec des bureaux en Chine et aux Etats Unis) et Momenta (entreprise fondée par un ancien scientifique de Microsoft Research et directeur de la R&D de la start up de reconnaissance faciale

chinois Sense Time). Pour sa part, Baidu a également signé un MOU avec la ville de Changsha afin de déployer dans la capitale du Hunan la première flotte de taxis autonomes de Chine.

### **Automobile : les équipementiers chinois continuent de voir leurs chiffres d'affaires augmenter et s'imposent graduellement sur le marché international (Roland Berger)**

Ce constat a été fait par le cabinet de conseil Roland Berger à l'occasion d'une conférence de presse organisée par China Automotive News sur les 100 premiers équipementiers chinois et internationaux. En 2017, le chiffre d'affaires des 100 premiers équipementiers chinois atteignait 1 500 Mds RMB (190 Mds EUR), soit une croissance de 36% par rapport à 2016. 18 équipementiers chinois apparaissent sur cette liste des tops 100 dont Weichai Power (spécialisé dans les moteurs thermiques), Huayu Auto, Ningbo Joyson Electronics, CITIC. Weichai Power est le seul à enregistré un chiffre d'affaires de plus de 200 Mds RMB (25 Mds EUR).

Malgré la montée en force des équipementiers chinois, le classement reste dominé par des entreprises occidentales et japonaises avec à sa tête Bosch, Continental et Denso. Selon Roland Berger, le marché des équipementiers devrait rester dynamique en raison du développement des véhicules à énergies alternatives et autonomes.

### **TIC : le fabricant de smartphones chinois OnePlus part à la conquête du marché américain**

OnePlus a fait son entrée sur le marché américain lundi 29 novembre, accompagné de deux partenaires: le fabricant de semi-conducteurs américain Qualcomm et l'opérateur mobile T-Mobile (filiale de Deutsche Telekom). Le partenariat établi avec ce dernier va permettre à OnePlus de vendre ses smartphones dans les 5 600 boutiques de l'opérateur réparties à travers les Etats-Unis.

OnePlus a été fondé à Shenzhen en 2013 par l'ancien vice-président d'Oppo (fabricant de smartphones chinois bon marché). L'entreprise est spécialisée dans la conception, le développement, la fabrication, et la distribution de smartphones et casques audio. Elle cherche à s'imposer dans le haut de gamme. En raison du contexte actuel, la percée de l'entreprise OnePlus sur le marché américain peut paraître surprenante. En effet, ses concurrents Huawei et ZTE se sont vus interdire l'accès du marché américain pour des raisons de sécurité nationale. En 2018, sur fond de mobilisation politique, les entreprises américaines de télécom AT&T et Verizon ont successivement annoncé mettre un terme à leurs négociations de distribution avec Huawei. De son côté, en mars 2018, ZTE s'est vu interdire par les autorités américaines l'achat de composants américains pour avoir enfreint les embargos américains sur la Corée du Nord et l'Iran.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Développement durable : lancement réussi du satellite franco-chinois CFOSat

Le satellite océanographique franco-chinois (CFOSat) a été lancé avec succès depuis le centre spatial de Jiuquan en Mongolie intérieure le lundi 29 octobre. Porté par le centre national d'études spatiales (CNES) et l'administration nationale spatiale chinoise (CNSA), le projet franco-chinois vise à améliorer les connaissances des caractéristiques de la surface océanique et leurs impacts sur les échanges entre l'atmosphère et l'océan, qui jouent un rôle majeur dans le système climatique grâce à deux radars embarqués mesurant les vents et les vagues simultanément. En aval, ce sont 5 centres de traitement des données, 2 français au Canada et en Suède, et 3 en Chine qui étudieront les mesures collectées par CFOSat.

Les présidents Emmanuel Macron et Xi Jinping ont tous deux adressé un message de félicitations pour ce lancement réussi, soulignant les liens étroits de coopération bilatérale qui unissent la France et la Chine et au sein de laquelle la collaboration spatiale joue un rôle important.

Le projet CFOSat s'inscrit dans le cadre du *Space Climate Observatory* initiative internationale mise en place fin 2017 à la veille du *One Planet Summit*, et regroupant notamment les agences spatiales européennes et la Chine. Sa mission est de « faire converger données satellites, données de terrain et travaux scientifiques pour modéliser et suivre le changement climatique et ses impacts, de l'échelle globale à locale ».

[Voir le communiqué de presse du CNES](#)

[Voir le communiqué de presse de l'administration nationale spatiale chinoise](#)

[Voir le site du Space Climate Observatory](#)

### Energie : les éco-matériaux au service de la transition énergétique chinoise

Le 27 octobre, la chambre de commerce de l'union européenne en Chine (EUCCC) a co-organisé avec la Fédération des matériaux de construction de Chine (CBMF) et l'association des matériaux isolants et énergétiquement performants de Chine, association dépendant du ministère de l'habitat et du développement urbain et rural (MOHURD), une conférence pour promouvoir la construction de bâtiments à faible consommation d'énergie. Alors que la Chine opère une transition majeure pour diversifier son mix énergétique, elle cherche également à contrôler ses dépenses en énergie et son empreinte écologique. Dans ce cadre, le secteur du bâtiment est un secteur clé de l'amélioration de sa performance : les bâtiments chinois, qui ont une durée de vie de 30 à 40 ans en moyenne, comptent pour 33% de la consommation d'énergie totale du pays. Les éco-matériaux, moyens de verdir la construction, sont encore peu développés et les investissements chinois dans ce secteur représentent seulement 20% à 30% des volumes d'investissements occidentaux.

Parmi les intervenants, Mme Zhang Xiaoxin, directrice du département des coopérations internationales du *Centre of Science and Technology & Industrialisation Development* du MOHURD a rappelé les efforts du ministère chinois pour réaliser des bâtiments moins énergivores, grâce à leur design et à leurs matériaux. Depuis 2009, 5000 m<sup>2</sup> de bâtiments passifs ont été construits à l'échelle nationale, dans le cadre de 40 projets pilotes.

## Transports : le conseil d'Etat publie de nouvelles lignes directrices pour encadrer les projets d'infrastructure

Le conseil d'Etat vient de publier le 31 octobre de nouvelles lignes directrices pour mieux encadrer la gestion des projets d'infrastructures engagés et à venir sur le territoire chinois et dans le cadre des Nouvelles routes de la soie (BRI), ainsi que leurs financements. Séparés en 9 catégories, ces projets d'infrastructures font l'objet d'une attention particulière de l'Etat qui cherche à combler rapidement les inégalités d'investissement en lien avec les thèmes suivants : la lutte contre la pauvreté, les tracés ferroviaires, les réseaux d'eau, les aéroports, la conservation de l'eau, le réseau électrique, les zones rurales et agricoles, la protection de l'environnement et l'éducation et les services sociaux.

Parmi ces thématiques, ces lignes directrices prévoient notamment l'amélioration du réseau ferroviaire intercity des régions Beijing-Tianjin-Hebei et Guangdong-Hong Kong-Macau et de la ceinture de la rivière du Yangtze pour améliorer les mobilités. Concernant l'énergie, le conseil d'Etat cite souhaite que les projets hydrauliques des rivières Jinsha et Yalong soient finalisés rapidement, et que de nouveaux projets liés au gaz naturel soient favorisés. Cette énergie représente un rôle important dans le nouveau verdissement du mix énergétique chinois.

Enfin, le conseil d'Etat insiste sur les aspects financiers : au-delà d'une plus grande gestion des risques, il s'agit d'apporter plus de vision et de transparence dans le financement des différents projets.

[Voir le détail des lignes directrices du conseil d'Etat \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## HONG KONG ET MACAO

### **Economie : Hong Kong se classe 4ème de l'enquête annuelle « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale**

Hong Kong regagne une place, se classant derrière la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Danemark et devant la Corée du Sud. Le rapport souligne que Hong Kong bénéficie d'un climat des affaires parmi les plus favorables au monde, avec des scores excellents pour la plupart des indicateurs utilisés, en particulier pour la transparence du système fiscal (1er), la facilité d'obtention de permis de construire (1er), l'approvisionnement en électricité (3e) ou la facilité de création d'une entreprise (5e). Les domaines dans lesquels le score de Hong Kong est moins élevé sont l'enregistrement d'un bien immobilier (53e), l'accès au crédit (32e), l'exécution des contrats (30e) et la procédure en cas de faillite d'une entreprise (44e) critiquée pour sa durée et les coûts qui y sont associés. Le rapport « Global Urban Competitiveness Report 2017-2018 », réalisé conjointement par les Nations-Unies et par l'Académie Chinoise des Sciences Sociales, qui classe 1007 villes selon leur compétitivité à l'aide d'une gamme d'indicateurs étendue (innovation technologique, degré de connectivité à l'économie mondiale...) souligne que Hong Kong demeure la ville chinoise la plus compétitive.

### **Politique monétaire : l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) suspend le système de paiement en temps réel en raison de fraudes**

Le « Faster Payment System », lancé le 17 septembre dernier et reliant 21 banques traditionnelles et 10 opérateurs de portemonnaies électroniques, permet des transactions immédiates lancées à partir d'un téléphone portable, en entrant le numéro de téléphone ou l'adresse email du bénéficiaire. Depuis son lancement, les pertes subies par les utilisateurs de ce système ont atteint un montant accumulé de 180 000 HKD, soit 23 000 USD. Cette suspension constitue un revers pour l'ambition de Hong Kong de développer les fintechs et notamment le « Smart Banking », utilisation systématique des nouvelles technologies dans le secteur bancaire.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

#### **Clause de non-responsabilité**

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur** : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse** : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par** : Camille Bortolini, Furui Ren, Hannah Fatton, Antoine Bernez, Anne-Victoire Maizières, Rodolphe Girault

**Revu par** : Estelle Jacques, David Karmouni, Pierre Martin

**Responsable de publication** : Philippe Bouyoux